

j'éprouve pour ceux auxquels ces morts causent une douleur irréparable.

Quant à la situation actuelle du pays, telle qu'elle ressort de la crise que nous traversons et qui est admise par le discours du trône, nous sommes dans la circonstance désagréable d'avoir à faire face à un déficit considérable.

A l'ouverture de chaque parlement nous sommes habitués à voir les honorables membres de la droite venir se réjouir et se vanter de la prospérité financière du pays. Aujourd'hui ils chantent sur un autre ton. Le ministre des Finances est obligé d'admettre que nous sommes en présence d'un sérieux déficit. Mais il prétend que pendant que de 1874 à 1878 le déficit était accompagné d'une augmentation d'impôts, de 1894 à 1895, il provient d'un abaissement des taxes. Mais la légère diminution qui a été opérée dans la taxe n'excuse en aucune manière l'énorme déficit que nous avons à combler. Comme l'a fait voir l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) toute la réduction opérée équivaut à un dixième de 1 pour 100. C'est à ce résultat insignifiant qu'ont abouti les semaines et les mois que nous avons consacrés à la révision du tarif. Voilà tout ce qu'a produit la détermination bien arrêtée du ministre de faire des réductions considérables. Nous nous rappelons tous que lorsqu'est arrivé le temps d'adopter le tarif, les réductions attendues et promises s'étaient changées en vent, et la taxe est restée ce qu'elle était. Ce fut la répétition de la montagne en travail qui accouche d'une souris. Ainsi, lorsque le ministre des Finances attribue le déficit à la diminution des impôts, il cherche une fois de plus à se jouer de la crédulité publique. Il est indiscutable que le déficit est dû à la crise et le gouvernement est, en grande partie, responsable de cette crise. Depuis quinze ans, nous assistons dans ce pays à une véritable saturnale. D'année en année nos dépenses ont augmenté dans des proportions énormes et le drainage des ressources du pays a pris des proportions tellement croissantes que nous en sommes rendus à un point où, avec un revenu annuel de \$36,000,000 à \$37,000,000, le ministre des Finances lui-même est obligé de crier halte ! L'an dernier, l'honorable ministre nous promettait de faire des réductions. Il disait qu'il serait de son devoir, comme celui de tout administrateur prévoyant, lorsqu'il voit son revenu diminuer, de réduire les dépenses proportionnellement. Mais nous avons attendu, et attendu patiemment les économies promises, et elles ne sont jamais venues.

Je crois que le moment est bien choisi pour lui dire qu'en présence du déficit considérable que nous avons à solder cette année, nous sommes en droit de nous attendre à des réductions importantes dans les estimations budgétaires qui nous seront soumises. Il faut qu'il comprenne bien que s'il a l'intention de demander à la loyale opposition de Sa Majesté, qui est ici pour accomplir un devoir, de donner son consentement à des propositions aussi extravagantes et aussi peu désirables que celles qui nous ont été soumises les années précédentes, il peut s'attendre à consacrer bien des nuits à les faire adopter par la Chambre. Nous sommes en présence d'un déficit que nous avons autant à cœur que le ministre lui-même de combler, et c'est avant de soumettre ses estimations qu'il lui faut couper et émonder. S'il veut se mettre à l'œuvre énergiquement et retrancher impitoyablement toutes

les dépenses dont le pays peut facilement se dispenser, il réalisera les avantages de son action en faisant adopter ses estimations par la Chambre.

Mon honorable ami n'est pas d'une constitution physique assez robuste pour affronter impunément pendant des jours et des semaines les fatigues et les ennuis qui accompagnent la discussion des estimations en comité. S'il suit mon conseil, s'il veut couper et retrancher toute dépense inutile, il en aura tout le bénéfice et les crédits qu'il demandera lui seront accordés, mais s'il repousse ce conseil, s'il entreprend de faire voter des crédits comme ceux qui nous ont été demandés par le passé, il peut s'attendre à être réduit à l'état de spectre avant de les avoir fait adopter par la Chambre.

Je fais partie de ceux qui prennent une part active à la discussion des dépenses publiques, et en cette qualité, je l'avertis d'avance, afin qu'il soit prêt. Nous ne voulons plus de subventions comme celle qui a été accordée au chemin de fer de Caraquet, plus de canal Tay ; nous ne voulons plus de gratifications de \$2,000 par année pour permettre à notre haut-commissaire d'entretenir royalement les lords de Londres, à nos dépens. Nous voulons que tout cela soit retranché, et j'avertis le ministre des Finances, que c'est maintenant le temps de le faire, car s'il veut s'épargner de longues et fatigantes séances il fera bien d'élaguer des estimations tout ce qui prête à objection.

M. FOSTER : Cela ressemble à une menace.

M. McMULLEN : Qu'il fasse cela et nous lui aiderons à combler son énorme déficit. Je n'ignore pas que l'économie est une chose dont la droite ignore les premiers rudiments. Nos adversaires ne l'ont guère mise en pratique dans l'administration des affaires publiques. J'ai déjà entendu celui qui est aujourd'hui le chef du gouvernement déclarer qu'il préférerait toujours défendre une augmentation de \$100 dans les dépenses qu'une réduction de \$5. Et je sais que pendant bien des années le gouvernement a agi d'après ce principe.

L'honorable ministre des Finances dit qu'il espère que nous avons franchi notre dernier déficit et que nous n'en verrons plus d'autres. Nous sommes tellement habitués à de semblables déclarations de la part des ministres, que nous ne pouvons plus les accepter pour l'avenir. Nous nous rappelons trop tout ce qu'ils nous promettaient au nom de la politique nationale à son début. On nous promettait qu'il n'y aurait plus de crises financières, que l'émigration cesserait ; que la balance du commerce tournerait en notre faveur, que les marchandises anglaises seraient moins imposées que les produits étrangers, que nos cultivateurs auraient un marché indigène, que nos richesses minérales seraient exploitées, que nous obtiendrions la réciprocité avec les Etats-Unis, qu'en 1890 notre dette serait réduite de \$100,000,000 et que nous aurions une population de 1,000,000, dans le Nord-Ouest.

Voilà quelques-unes des promesses qu'on nous faisait au début de la politique nationale. Pas une seule ne s'est réalisée. Or, en présence d'une pareille banqueroute, nous prétendons qu'il est temps de tourner la feuille et d'inaugurer un régime sévère d'économie dans toutes les branches de l'administration.

Notre population paie environ \$3,500,000 par an pour le service civil intérieur et extérieur. Si le ministre des Finances voulait examiner attentiv-